

## **ARRÊTÉ DES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2024**

---



SOMMAIRE

---

	PAGE
Bilan .....	5
Compte de résultat .....	6
Compte de résultat présenté sous format PCEC .....	7
Hors bilan .....	8
Annexes à l'arrêté des comptes 2024 - Notes 1 à 24 .....	9



BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

(en k€)

ACTIF	2024	2023	PASSIF	2024	2023
Créances sur les établissements de crédit	742 173	732 058	Autres passifs - Diverses dettes d'exploitation (note n° 8)	6 412	2 226
• à vue CGLLS	630 173	635 540			
• à vue Fonds de péréquation	0	0	Fonds de péréquation	0	0
• à vue FNAVDL	112 000	96 518	FNAVDL	112 000	96 518
• à vue FNDOLLTS	0	0	FNDOLLTS	0	0
Créances sur les organismes du logement social (note n° 3)	30 698	33 276			
• prêts à terme	30 698	33 276	Comptes de régularisation passif (note n° 9)	305	409
Titres de transaction - SICAV (note n° 5)	0	0	Provisions (note n° 10)	193 700	220 732
Immobilisations incorporelles (note n° 4)	477	153	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
Immobilisations corporelles (note n° 4)	178	188	Réserves (note n° 11)	446 353	434 722
Autres actifs (note n° 6)	908	932	Report à nouveau (note n° 11)	1 280	1 280
Comptes de régularisation actif (note n° 7)	767	911	Résultat de l'exercice (note n° 24)	15 151	11 631
TOTAL DE L'ACTIF	775 201	767 518	TOTAL DU PASSIF	775 201	767 518

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

(en K€)

CHARGES	2024	2023	PRODUITS	2024	2023
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
- Frais d'engagement de contre-garantie	0	0	- Intérêts sur opérations avec les établissements de crédit	4 186 0	3 406 0
- Remboursement de commissions	0	0	- Intérêts sur opérations avec les organismes du logement social (note n° 17)	429	464
	0	0	- Commissions de garantie (note n° 18)	3 757	2 942
AUTRES CHARGES ORDINAIRES			AUTRES PRODUITS ORDINAIRES		
- Charges générales d'exploitation (note n° 13)	425 542 4 901	418 717 4 656		440 875	429 003
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	147	144			
- Moins values de cession sur immobilisations					
- Autres charges liées à l'activité de la CGLLS (note n° 14)	420 462	413 917	- Autres produits liés à l'activité de la CGLLS (note n° 21)	440 224	428 575
- Solde en perte des corrections de valeur sur créances (note n° 15)	0	0	- Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances (note n° 19)	3 3	3 3
- Solde en annulation produits ou charges exercices antérieurs (note n° 16)	32	0	- Solde en annulation produits ou charges exercices antérieurs (note n° 16)	648	425
DOTATION AU FRBG	0	0	REPRISE AU FRBG	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES (NOTE N° 20)	6 830	3 574	PRODUITS EXCEPTIONNELS (NOTE N° 20)	2 462	1 513
BENEFICE DE L'EXERCICE (NOTE N° 24)	15 151	11 631	PERTE DE L'EXERCICE (NOTE N° 24)	0	0
TOTAL	447 523	433 922	TOTAL	447 523	433 922

COMPTES DE RESULTAT au 31 DECEMBRE 2024  
présenté sous format PCEC

(en K€)

	2024	2023
Intérêts et charges assimilées .....	0	0
Intérêts et produits assimilés .....	429	464
Commissions nettes .....	3 757	2 942
Autres produits d'exploitation bancaire .....	440 839	428 999
Autres charges d'exploitation bancaire .....	-419 992	-413 394
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>25 033</b>	<b>19 011</b>
Charges générales d'exploitation .....	-4 867	-4 689
Dotations nettes aux amortissements.....	-147	-144
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>20 019</b>	<b>14 178</b>
Coût du risque (note 12).....	-499	-486
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>19 520</b>	<b>13 692</b>
Gains / pertes sur actifs immobilisés .....	0	0
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>19 520</b>	<b>13 692</b>
Produits exceptionnelles .....	2 462	1 513
Charges exceptionnelles .....	-6 831	-3 574
<b>RESULTAT NET</b>	<b>15 151</b>	<b>11 631</b>

Compte tenu des regroupements de comptes comptables différents selon les présentations (en milliers d'euros), des différences dues aux arrondis peuvent apparaître.

## HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

(en K€)

	2024	2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
• Engagements de financement (note n° 22)	0	0
- en faveur d'organismes du logement social	0	0
• Engagements de garantie (note n° 22)	4 372 651	4 161 737
- d'ordre d'établissements financiers		
- d'ordre d'organismes du logement social	4 308 120	4 097 755
- douteux	64 531	63 982
• Engagements de garantie	324 976	342 373
- prêts signés non décaissés	100 443	80 583
- prêts non signés	224 533	261 790
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
<b>GARANTIES RECUES (note n° 23)</b>	<b>2 272</b>	<b>3 312</b>
- des administrations publiques	36	772
- des institutions financières	2 236	2 540



**► NOTE N°1 : Événements marquants de l'année 2024**

---

**▪ Contributions financières de la CGLLS :**

La loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 a précisé les contributions financières de la CGLLS pour le logement social, à savoir :

- Une contribution au Fonds national d'aide à la pierre (FNAP) maintenue à 75 M€ ;
- Une contribution à l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) de 184 M€ ;
- Une subvention au Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) à hauteur de 25 M€ par an.

Par ailleurs les autres contributions conventionnelles se sont établies pour 2024 comme suit :

- Une contribution au GIP SNE de 8,096 M€ ;
- Un volume financier de 18,7 M€ au profit des fédérations, associations de locataires, Adil.

**▪ Augmentation des cotisations :**

Le montant total des cotisations encaissé en 2024 est de 337,9 M€ (montant net des cotisations négatives), contre 328 M€ en 2023 soit une augmentation de +3,01 %, consécutive à un ajustement des besoins budgétaires.

**▪ Modulation de la cotisation :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, une modulation de la cotisation permet de lisser l'impact des réductions de loyers de solidarité (RLS) payées par ailleurs par les organismes, de manière à ce que la RLS, après modulation, représente pour tous les organismes le même pourcentage des loyers. Il est précisé que le dispositif a été reconduit sur 2024.

Pour les organismes dont la RLS représente un pourcentage des loyers plus élevé que le taux moyen, la cotisation CGLLS est diminuée. Si elle devient négative, l'organisme bénéficie d'un reversement.

En 2024, les cotisations négatives se sont élevées à 60 M€ (contre 63,035 M€ en 2023). La baisse du montant des cotisations négatives est due à l'augmentation de la cotisation (292,8 M€ contre 274,3 M€ en 2023).

Le taux de taxation est en baisse (2,733 % / 2,751 %) mais l'assiette des loyers est en hausse de + 4,7 % par rapport à 2023.

Ainsi, le montant de la cotisation avant application du dispositif de modulation de la RLS s'élève à 594,3 M€ en 2024 contre 572,8 M€ en 2023.

**▪ Refonte des modalités de fonctionnement du Fonds de soutien à l'innovation (FSI):**

Depuis la loi ALUR (Loi n°2014-366 du 24 mars 2014, article 119), la CGLLS gère un fonds de soutien à l'innovation dédié aux actions de recherche, de développement ainsi que de professionnalisation et de structuration des OLS.

Après dix ans de fonctionnement, la CGLLS a souhaité revoir les règles de ce fonds afin de prendre en compte les évolutions d'organisation et de modernisation du secteur et de favoriser les projets innovants.

Une évaluation complète de ce dispositif d'aide a été réalisée fin 2023 avec une importante participation des bailleurs sociaux. Un groupe de travail a été constitué en partenariat avec les représentants des tutelles, de l'Union Sociale pour l'Habitat et de toutes les fédérations du secteur du logement social réunissant les bailleurs sociaux et les organismes agréés pour la maîtrise d'ouvrage insertion.

Ces nouvelles modalités ont été validées lors du Conseil d'Administration de la CGLLS du 12 décembre 2024 et seront effectives pour les demandes déposées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025.

L'activité du FSI n'a pas été altérée par cette refonte et les demandes ont été présentées au cinq Comité des Aides de 2024 selon les règles en vigueur, tout comme sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025.

▪ **Volume de versement supérieur aux nouvelles aides engagées :**

En 2024, l'activité des Aides a été une nouvelle fois marquée par un volume de paiement significatif sur tous les dispositifs d'aides (protocoles, CPR et FSI) et deux fois supérieur aux engagements. 34,2 M€ ont été versés aux bailleurs sociaux au titre des différentes conventions contre des subventions engagées limitées à 13,8 M€, dont les deux tiers sur le FSI, symbole du dynamisme de ce fonds depuis 2021.

Deux organismes HLM ont sollicité une entrée en plan d'aide. Ainsi, trois instructions sont en cours à fin 2024. Le volume de bailleurs en plan d'aide reste stable.

Les versements totaux réalisés restent stables proche de la moyenne historique à 34 M€ (33 M€ en 2023). 15,1 M€ ont été payés dans le cadre des suivis des plans d'aides (12 M€ en 2023 et 22 M€ en moyenne), résultant de vingt-deux suivis de protocole présentés au Comité des Aides. Les décalages dans la réalisation des programmes d'investissements observés en 2023 se poursuivent, parfois s'amplifient, ce qui engendre des retards de versements de subventions par les collectivités territoriales et par conséquent les subventions CGLLS, calculées sur ces dernières.

L'équipe de la Direction des Aides a maintenu des déplacements fréquents pour les réunions de suivi des plans à la rencontre des bailleurs sociaux sur leurs territoires d'intervention pour échanger avec les collectivités locales parties prenantes, les services de l'Etat et les locataires.

Les engagements sur la CPR ont représenté 4,2 M€, en recul de 42% comparé à 2023. Pour rappel, le règlement intérieur avait été refondu en juillet 2023 et plus de 110 M€ avait été engagés sur la période 2019-2022 en accompagnement de la conformité à la Loi ELAN.

Les paiements sont en baisse à 11,9 M€ sur la CPR, soit -30% comparé à 2023. Ils concernent pour plus de la moitié des demandes de solde d'aide au regroupement. Le solde est affecté aux subventions annuelles au soutien à la rénovation urbaine. Les dépenses réalisées de certains bailleurs ne couvrent pas en totalité les subventions accordées, voir l'acompte déjà versé (75%). Dans ce cas, il est procédé à un remboursement auprès de la CGLLS. Le taux de réalisation reste difficile à appréhender. Les prorogations d'une année accordées en 2023 arrivent désormais à leur terme et 2024 devrait être l'avant-dernière année de gestion de ce stock important (116 conventions à fin 2024).

Enfin, l'activité du FSI atteint un nouveau record à près de 9,4 M€ d'engagements, +15% comparé à 2023, pour 285 projets notifiés, +20%. Un report de dossiers, sans impact sur les dates d'éligibilité des dépenses, a été nécessaire lors de trois instances au regard de la capacité de traitement de la CGLLS. Depuis 2020, les subventions accordées ont doublé et le volume de projets accompagnés a triplé. Le stock s'élève désormais à 690 conventions.

Les versements ont progressé de +67% à 7,2 M€. Un travail conséquent sur le stock a été réalisé par la direction. En moyenne, ils sont de 1,8 M€ par an mais cela va progresser en symétrie aux engagements des dernières années (durée de conventions de 3 ans).

Pour rappel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'outil de dématérialisation ITEROP permet aux bailleurs sociaux d'effectuer leurs demandes de versement de manière dématérialisée à 100% auprès de la CGLLS. Les Fédérations déposent également des dossiers pour instruction (engagements futurs) pour le compte de leurs adhérents.

#### ▪ Hausse du produit des commissions de garanties

Le produit des commissions de garantie s'élève en 2024 à 3,757 M€ contre 2,942 M€ en 2023 soit + 27,7%.

Cette hausse des commissions est liée à l'augmentation des montants décaissés en 2024, avec un encours de garantie qui a progressé de + 5,1 %, contre 3 % en 2022 et 2023. Cette tendance s'explique par 2 facteurs : un effet volume et un effet montant.

L'effet volume s'explique par l'augmentation du nombre de décaissements, notamment en raison de la mise en place de plans de rattrapage avec certains organismes en retard sur la mobilisation de leurs prêts (post fusion).

L'effet montant s'explique par une intervention ponctuelle plus importante en garantie sur certains territoires, afin d'accompagner des bailleurs dans leur mise en conformité avec les nouvelles réglementations de collectivités.

#### ▪ Réalisation des contrôles des cotisations :

Sur l'exercice 2024 85 contrôles d'organismes sur pièces ont été engagés, dont 47 dossiers à enjeux (montant total des cotisations > 1M€). Ces contrôles se sont traduits par 29 rehaussements pour un volume financier de 3,3 M€.

À cela, s'ajoute les régularisations spontanées ou suite à contrôle qui s'élèvent à 1 M€.

Par ailleurs, il a été mis en place un protocole de contrôle sur place des cotisations en partenariat avec l'ANCOLS. Ce dispositif vise à adjoindre un contrôle des cotisations par la CGLLS aux contrôles ordinaires réalisés par l'ANCOLS pour les organismes figurant à la fois au plan de contrôle de la CGLLS et de l'ANCOLS. Ainsi, 15 contrôles (dont 14 à enjeux) ont été réalisés en 2024 et se sont traduits par des rehaussements à hauteur de 0,5 M€.

#### ▪ Evolution de la masse salariale au cours de l'exercice 2024

Au cours de l'exercice 2024, la masse salariale a été contenue, et traduit une stabilité par rapport à 2023 : 2 819 K€ vs 2 738 K€.

#### ▪ Gestion du FNAVDL 2024 :

La CGLLS est chargée, aux termes des dispositions du Code de la construction et de l'habitation (article L 300-2 du CCH) de la gestion financière du FNAVDL. Au cours de l'exercice 2024 un chantier a été lancé pour la digitalisation du processus de la gestion du FNAVDL.

A-noter également le lancement du chantier de l'actualisation de la convention de 2012 DIHAL/CGLLS relative à la gestion du FNAVDL.

- -Chantiers 2024 « cotisations :

A noter

- 1- Chantier sur l'amélioration de la plateforme de télédéclaration DHPC.
- 2- Evolution GESCO/ELAP : poursuite des travaux pour l'automatisation des flux comptables.

**► NOTE N° 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES****1. Principes comptables généraux**

Les états financiers sont présentés suivant les dispositions applicables aux établissements de crédit, en conformité avec les instructions émanant de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les conventions comptables généralement admises ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, indépendance des exercices. La méthode de base retenue est l'évaluation au coût historique des éléments inscrits en comptabilité.

L'approche des risques et le calcul du ratio de solvabilité se font au travers de trois notions depuis la publication de l'arrêté du 3 novembre 2014 qui transpose la directive Capital Requirements (CRD IV) : le risque opérationnel, le risque de crédit et le risque de marché.

**2. Principes et méthodes concernant les déclassements et les dépréciations****2.1 Règles de déclassement et de dépréciation**

Les garanties émises par la CGLLS sur les prêts octroyés par la CDC sont comptabilisées au hors-bilan de la CGLLS.

Elles font l'objet d'une analyse annuelle en commission de prévention. Les garanties octroyées aux contreparties déclarées "sensibles" en commission de prévention sont déclassées en garanties douteuses au 31 décembre, en hors bilan, pour la totalité de l'encours.

Une provision pour risque est constituée à hauteur de la totalité de l'échéance à venir pour chaque garantie déclassée en douteux, même si aucun appel en garantie n'a eu lieu. La CDC appelle, en effet, l'échéance en cours et ne prononce pas la déchéance du terme.

Dans les rares cas d'appels en garantie par la CDC, la CGLLS paye à la CDC le montant appelé, et comptabilise une créance au bilan envers l'organisme qui était bénéficiaire de cette garantie. Cette créance est dépréciée en totalité. La provision correspondante est reprise au fur et à mesure des paiements que l'organisme effectue à la CGLLS.

En 2024, des provisions ont été constituées pour 5, 648 M€ au titre des garanties douteuses et pour 0,003 M€ pour les appels en garantie.

**2.2 Modalités d'application de la règle de provisionnement des dossiers d'aides**

La CGLLS octroie des aides aux organismes de logement social. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les dossiers d'aides sont comptabilisés en :

- engagements hors bilan, tant qu'ils n'ont pas été signés ou notifiés aux organismes bénéficiaires ;
- provisions pour risques et charges, dès la signature des protocoles, dès lors que celle-ci est intervenue avant l'arrêté des comptes de l'établissement.

Au 31 décembre 2024, les provisions relatives aux aides s'établissent à 187,902 M€.

### **3. Ressources**

Deux cotisations prévues par les articles L.452-4 et L.452-4-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) alimentent le budget de l'établissement, dont elles constituent la principale ressource (aucune subvention de l'Etat pour charge de service public). Le produit de ces cotisations s'est élevé à 337,9 M€ (292,8 M€ au titre de la cotisation principale nette de cotisation négative et 45,1 M€ au titre de la cotisation additionnelle). En 2023, le produit s'élevait à 328,4M€.

### **4. Les commissions de garantie**

Ces commissions sont dues à la CGLLS lorsqu'elle apporte sa garantie sur des prêts émis par la Caisse des dépôts et consignations (taux de 2% ou pas de commission selon la nature du prêt garanti).

Elles sont perçues au moment du versement du prêt garanti (3,757 M€ pour 2024).

La CGLLS étant un établissement public administratif avec une mission d'intérêt général, les taux de commission de garantie ne sont pas fonction du risque, mais de la nature du prêt (plus il est social, moins le taux est élevé). Ce taux est également indépendant de la durée et du montant du prêt garanti et s'assimile plus à un « forfait pour frais de dossier » plutôt qu'à une réelle rémunération d'un risque.

### **5. Charges liées à l'activité**

Elles correspondent aux missions de l'établissement (article L.452-1 du CCH) : aides aux organismes, concours aux différentes fédérations, associations et Etat.

En 2024, elles représentent 420,462 M€ dont le détail figure en note 14.

### **6. Principes d'amortissements des immobilisations**

Suivant la décision du conseil d'administration du 4 avril 2003, l'amortissement des immobilisations est effectué de façon linéaire selon les durées suivantes :

- aménagement et mobilier : 10 ans
- logiciel informatique, matériel audiovisuel : 5 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 ans

### **7. Engagements sur les retraites**

Aucun engagement n'est constaté à ce titre.

### **8. Comptabilisation des créances et dettes**

Elles sont comptabilisées dès lors qu'elles présentent un caractère certain dans leur principe et leur montant.

## ► NOTE N° 3 : CREANCES SUR LES ORGANISMES DU LOGEMENT SOCIAL A TERME

(en K€)

	Détail des créances et des dépréciations 2024			Détail des créances et des dépréciations 2023		
		Dont douteux	Dont douteux compromis		Dont douteux	Dont douteux compromis
Capitaux restant dus <sup>(1)</sup>	30 453	-	-	33 017	-	-
Créances sur appels en garantie	3	-	3	7	-	7
Intérêts courus non échus	245	-	-	259	-	-
Créances échues	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total brut des créances (A)</b>	<b>30 701</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>33 283</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Dépréciations sur :</b>						
Capitaux restant dus	-	-	-	-	-	-
Appels en garanties	3	-	3	7	-	7
Intérêts courus non échus	-	-	-	-	-	-
Créances échues	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total des dépréciations (B)</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Total net des créances sur OLS (A-B)</b>	<b>30 698</b>			<b>33 276</b>		

<sup>(1)</sup> Analyse des capitaux restant dus par durée résiduelle

	2024	2023
jusqu'à 3 mois	789	406
plus de 3 mois à 6 mois	511	500
plus de 6 mois à 1 an	1 679	1 658
plus d'1 an à 5 ans	10 707	11 141
plus de 5 ans	16 767	19 312
<b>TOTAUX</b>	<b>30 453</b>	<b>33 017</b>

## ► NOTE N° 4 : IMMOBILISATIONS

(en K€)

	Incorporelles		Corporelles	
	2024	2023	2024	2023
<b>Immobilisations brutes (A)</b>	<b>1 941</b>	<b>1 525</b>	<b>1 014</b>	<b>968</b>
soit montant en début d'exercice	1 525	1 487	968	881
acquisitions / entrées de l'exercice	416	38	46	100
cessions / sorties de l'exercice	-	-		12
<b>Amortissements cumulés (B)</b>	<b>1 464</b>	<b>1 372</b>	<b>836</b>	<b>781</b>
soit montant en début d'exercice	1 372	1 278	781	742
acquisitions / entrées de l'exercice	92	94	55	50
cessions / sorties de l'exercice	-	-		12
<b>Immobilisations nettes (A-B)</b>	<b>477</b>	<b>153</b>	<b>178</b>	<b>188</b>

## ► NOTE N° 5 : TITRES EN PORTEFEUILLE

(en K€)

Les titres en portefeuille ont tous été vendus en 2013.

	BTAN	Obligataire et autres		Total
		Fixe	Variable (SICAV)	
Valeur bilan				-
Intérêts courus non échus				-
Intérêts précomptés courus non échus				-
Dépréciation (moins values latentes)				-
<b>SOUS-TOTAL 1</b>	-	-	-	-
Sicav				-
<b>SOUS-TOTAL 2</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-



## ► NOTE N° 6 : AUTRES ACTIFS

(en K€)

	Détail des autres actifs 2024			Détail des autres actifs 2023		
		Dont douteux	Dont douteux compromis		Dont douteux	Dont douteux compromis
Débiteurs divers	673	-	-	621	-	-
Débiteurs des cotisations	150	-	-	231	-	-
Dépôt et caution	85	-	-	80	-	-
<b>Sous-total des autres actifs (A)</b>	<b>908</b>	-	-	<b>932</b>	-	-
<b>Dépréciations (B)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total net des autres actifs (A-B)</b>	<b>908</b>			<b>932</b>		

## ► NOTE N° 7 : COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

(en K€)

	2024	2023
Avances sur frais d'hypothèques	-	-
Commissions	-	-
Recettes à classer	-	-
Produits à recevoir	767	911
Dépense à régulariser	-	-
Avance sur salaires	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>767</b>	<b>911</b>

## ► NOTE N° 8 : AUTRES PASSIFS

(en K€)

	2024	2023
<b>Divers dettes d'exploitation</b>		
• charges payées en N+1	-	-
• excédents de versement	51	1 531
• fournisseurs factures non parvenues	6 361	695
• charges à payer	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 412</b>	<b>2 226</b>

## ► NOTE N° 9 : COMPTE DE REGULARISATION PASSIF

(en K€)

	2024	2023
<b>Charges à payer</b>	-	-
Procédure d'aide aux organismes	-	-
Audits des organismes	-	-
<b>Mandats à payer</b>	<b>305</b>	<b>409</b>
<b>Recettes à classer</b>	-	-
<b>Charges à payer</b>	-	-
Frais d'hypothèque	-	-
Frais de gestion du portefeuille	-	-
<b>Produits à recevoir</b>	-	-
<b>Avance sur salaires</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>305</b>	<b>409</b>

## ► NOTE N° 10 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en K€)

	2024	2023
Aides	187 902	215 403
Litiges et contentieux	150	183
Garanties douteuses	5 648	5 146
<b>TOTAL</b>	<b>193 700</b>	<b>220 732</b>

## ► NOTE N° 11 : FONDS PROPRES ET ASSIMILES

(en K€)

	Situation en début d'exercice	Mouvements de l'année	Situation en fin d'exercice
Réserves	434 722	11 631	446 353
Reports à nouveau	1 280		1 280
FRBG			
<b>Total général des fonds propres avant affectation du résultat de l'exercice</b>	<b>436 002</b>	<b>11 631</b>	<b>447 633</b>

## ► NOTE N° 12 : COUT DU RISQUE

(en K€)

	2024	2023
Dotations aux provisions pour risques :		
- Aides	-	-
- Garanties	- 502	- 489
- Services généraux		
Reprises de provisions pour risques :		
- Aides	-	-
- Garanties		
- Services généraux		
Dotations aux provisions pour dépréciations des créances douteuses :		
- Aides		
- Garanties		
- Services généraux		
Reprises de provisions pour dépréciations des créances douteuses :		
- Aides		
- Garanties	3	3
- Services généraux	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>- 499</b>	<b>- 486</b>

Les garanties octroyées aux organismes font l'objet d'une analyse annuelle en commission de prévention. Les garanties octroyées aux contreparties déclarées "sensibles" en commission de prévention sont déclassées en garanties douteuses au 31 décembre, pour la totalité de l'encours figurant en hors bilan.

Une provision pour risque est constituée à hauteur de la totalité de l'échéance à venir, étant précisé que la CGLLS est appelée en garantie par la CDC, échéance par échéance.

De plus, quelle que soit la contrepartie, les échéances impayées sur des encours couverts par la garantie octroyée par la CGLLS à la CDC, sont provisionnées à 100%

## ► NOTE N° 13 : CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en K€)

	2024	2023
Salaires	1 778	1 754
Charges sociales	788	755
Impôts et taxes sur les rémunérations	253	229
Services extérieurs	1 619	1 476
Location	463	442
<b>TOTAL</b>	<b>4 901</b>	<b>4 656</b>

<i>Catégorie statutaire des agents</i>	<i>Equivalent catégorie A</i>	<i>Equivalent catégorie B</i>	<i>Equivalent catégorie C</i>	<i>Total</i>
<i>Fonctionnaires</i>	3	4	1	8
<i>Contractuels CDI</i>	17	2	0	19
<i>Contractuels CDD</i>	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>27</b>

Pour information, montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'année 2024 :

- Grant Thornton pour 41,6 K€.

- Mazars pour 19,6 K€.

**Compte personnel de formation**

Les agents disposent d'un compte personnel de formation, incrémenté à raison de 25 heures par an dans la limite de 150. Pour l'année 2024, les heures acquises en CPF s'élèvent à 233 pour l'effectif de la CGLLS. Aucun agent n'a demandé à bénéficier de ces heures.

## ► NOTE N° 14 : AUTRES CHARGES LIEES A L'ACTIVITE DE LA CGLLS

(en K€)

	2024	2023
<b>Cotisation année courante</b>	<b>60 767</b>	<b>63 035</b>
<b>Concours externes</b>	<b>18 789</b>	<b>18 748</b>
- Union des Fédérations	10 476	10 476
- Fédération des OPH	1 281	1 281
- Fédération des ESH	1 310	1 310
- Fédération des COOP	446	446
- Fédération des EPL	1 451	1 451
- Fédérations des MOI	1 098	1 098
- ADIL	1 748	1 707
- Associations de locataires	978	978
<b>Contribution à l'ANRU</b> (Agence nationale pour la rénovation urbaine)	<b>184 000</b>	<b>184 000</b>
<b>Contribution au FNAVDL</b>	<b>25 000</b>	<b>15 000</b>
<b>Contribution au FNAP</b> (Fonds national des aides à la pierre)	<b>75 000</b>	<b>75 000</b>
<b>Contribution au Système national d'enregistrement</b>	<b>8 096</b>	<b>8 260</b>
<b>Frais d'hypothèque</b>	<b>285</b>	<b>400</b>
<b>Audits</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Subventions aux organismes</b>	<b>34 198</b>	<b>33 356</b>
- Rétablissement de l'équilibre	15 114	12 053
- Prévention et consolidation	11 859	16 972
- Réorganisation	-	-
- PALULOS	7 225	4 330
- Fonds de soutien à l'innovation		
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>14 327</b>	<b>16 118</b>
- Aides	13 825	15 596
- Remboursement cotisations, divers		33
- Sur garanties données	502	489
<b>TOTAL</b>	<b>420 462</b>	<b>413 917</b>

## ► NOTE N° 15 : SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES

(en K€)

	2024	2023
<b>Dotations aux dépréciations sur créances douteuses</b>	0	0
- Organismes du logement social (prêts)	0	0
- Organismes du logement social (appels en garantie)	0	0
- Débiteurs des cotisations	0	0
<b>Reprises de dépréciations sur créances douteuses</b>	0	0
<b>Annulation de cotisation ou redevances sur ex antérieurs</b>	0	0
<b>Pertes sur créances</b>	0	0
<b>TOTAL</b>	-	-

## ► NOTE N° 16 : ANNULATION DE RECETTES OU CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS

(en K€)

	2024	2023
Annulation de charges à payer		
Annulation de commissions de garantie		
Annulation de subvention aides	648	425
<b>Annulation de charges sur exercices antérieurs</b>	<b>648</b>	<b>425</b>
<b>Annulation de produits sur exercices antérieurs</b>	<b>32</b>	<b>-</b>

## ► NOTE N° 17 : INTERETS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

(en K€)

	2024	2023
<b>Prêts</b>		
✓ Interêts	429	464
✓ Interêts de retard	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>429</b>	<b>464</b>

## ► NOTE N° 18 : COMMISSIONS DE GARANTIE

(en K€)

	2024	2023
Commissions de garanties reçues des emprunteurs de la CDC	3 757	2 942
<b>TOTAL</b>	<b>3 757</b>	<b>2 942</b>

## ► NOTE N° 19 : SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES

(en K€)

	2024	2023
<b>Reprises de dépréciations sur créances douteuses</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
- Organismes du logement social et autres	0	0
- Appels en garantie	3	3
- Débiteurs des cotisations	0	0
<b>Dotations aux dépréciations sur créances douteuses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Organismes du logement social et autres	0	0
- Appels en garantie	0	0
- Débiteurs des cotisations	0	0
<b>Pertes sur créances irrécupérables</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Organismes du logement social et autres	0	0
- Appels en garantie	0	0
- Débiteurs des cotisations	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## ► NOTE N° 20 : PERTES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

(en K€)

	2024	2023
<b><u>PERTES EXCEPTIONNELLES</u></b>		
Remises de pénalités sur cotisations	6	39
- année courante	-	-
- années antérieures	6	39
Annulation, remboursement cotisation années antérieures	4 460	2 797
Annulation, remboursement cotisation additionnelle années antérieures	2 079	593
Divers	285	145
<b>TOTAL PERTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>6 830</b>	<b>3 574</b>
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>		
Cotisation années antérieures	1 267	508
Cotisation additionnelle années antérieures	1 036	76
Pénalités sur cotisations année courante	64	38
Pénalités sur cotisations année antérieures	64	8
Autres	31	883
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>2 462</b>	<b>1 513</b>

## ► NOTE N° 21 : AUTRES PRODUITS LIES A L'ACTIVITE DE LA CGLLS

(en K€)

	2024	2023
Cotisation	353 650	337 297
Cotisation additionnelle	45 102	54 182
Remboursement de frais s/gestion des fonds	114	108
Reprise de provisions	41 359	36 988
- Subventions payées et annulées	41 326	36 988
- Risque sur garanties	-	-
- Services généraux	33	-
<b>TOTAL</b>	<b>440 224</b>	<b>428 575</b>



## ► NOTE N° 22 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en K€)

VENTILATION PAR QUALIFICATION DES ENGAGEMENTS		
	2024	2023
Garanties saines	4 308 120	4 097 755
Garanties douteuses	64 531	63 982
<b>TOTAL C</b>	<b>4 372 651</b>	<b>4 161 737</b>

## ► NOTE N° 23 : GARANTIES RECUES

(en K€)

	2024	2023
Contre garantie reçue de la CDC	36	772
Contre garantie reçue de la CNCE au titre des garanties données sur prêts	2 236	2 540
<b>TOTAL</b>	<b>2 272</b>	<b>3 312</b>

## ► NOTE N° 24 : PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

(en €)

Affectation	2024	2023
Report à nouveau		
Réserves	15 151 087,82	11 631 195,86
<b>TOTAL</b>	<b>15 151 087,82</b>	<b>11 631 195,86</b>